

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

45 chemin de la Meteline
04200 Sisteron

Références : DEP-MAN-2025-00169
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué

dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Pompes - Réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Stockage intérieur - Réservoirs mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative – Réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 et I.1	Sans objet
2	Distance réservoir/rétention – Réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 11	Sans objet
3	Partage Rétention – Réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 23	Sans objet
5	Rétention - Réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 24	Sans objet
6	Rétention – Réservoirs mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III,15	Sans objet
7	Stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	extérieur – Réservoirs mobiles	article III.9	
8	Stockage extérieur – Réservoirs mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.10	Sans objet
9	Stockage extérieur - Réservoirs mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte les évolutions réglementaires associées à son site concernant l'arrêté du 24.09.2020 et du 03.10.10.

Pour autant, certains point restent à être améliorés ou justifiés :

- La conformité de l'intégralité des pompes de transfert
- La présence de produits uniquement acides dans la cellule 409 acide
- Les volumes de rétention des cellules du bâtiment 409 contenant des produits soumis au 24.09.2020
- La justification du calcul de la hauteur de la rétention de la zone 416

A noter, dans la zone 409 étaient présents des GRV (fusibles) contenant des produits H225.

A date de l'inspection, l'échéance concernant l'interdiction de ceux-ci en stockage couvert n'était pas encore passée, en revanche, l'exploitant SANOFI a été sensibilisé à la problématique de cette interdiction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 et I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : Arrêté du 03.10.10 I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

II.-Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C, à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées, et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.

[...]

Arrêté du 24.09.2020

[...]

I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.

III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C, à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées, et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les

dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant SANOFI a présenté son état des stocks permettant de vérifier les produits présents sur site et donc l'application des arrêtés du 24.09.2020 et du 03.10.2010.

En amont de cette présentation, différentes zones pouvant contenir des liquides inflammables ont été définies par l'exploitant. La liste ci-après met en évidence les types de contenants ainsi que leur localisation (intérieur/extérieur).

Réservoirs mobiles (fûts métalliques/GRV) :

- Zone 416 : déchets liquides - extérieur
- Zone 409 : magasin liquides - intérieur

Réservoirs aériens (cuves) :

- Zone 400 : déchets liquides - extérieur
- Zone 406 : liquides/matières premières - extérieur
- Zone 403 : liquides/matières premières - extérieur
- Zone 402 : liquides/matières premières - extérieur

A la suite de cela nous nous sommes donc concentrés sur l'état des stocks afin de vérifier la présence de produits classifiés sous les rubriques dites de liquides inflammables et/ou H224, H225, H226, HP3 ainsi que ceux ayant un point éclair (PE) compris entre 60 et 93°C. Cette vérification permet de confirmer le champ d'application de l'arrêté du 03.10.10 mais aussi du 24.09.2020.

L'état des stocks de SANOFI s'articule en différents onglets. L'exploitant a pu nous présenter les produits par rubrique/mention de danger selon les zones définies ci-avant. L'Inspection des Installations Classées (IIC) a pu vérifier par sondage que le méthanol sous la rubrique nommément désignée 4722 était bien pris en compte dans les produits H225. De plus, le toluène qui était non classé dans les données de l'exploitant précédemment transmises était bien sous la rubrique 4331 avec une phrase de risque H225.

A noter que l'exploitant a mentionné que pour utiliser un produit sur le site de SANOFI, il est nécessaire d'avoir un code article dans la base de données SAP, ainsi, pour ce faire l'HSE va valider le code article via le remplissage des champs obligatoires dont la rubrique ICPE et l'information du PE (via la FDS).

Ainsi, afin d'être totalement exhaustif, SANOFI a décidé de rajouter la mention du PE dans son état des stocks (travail encore en cours sur certains produits). Sur les produits déjà listés sur l'état des stocks du jour de l'inspection aucun n'était compris entre 60-93°C.

L'IIC met en évidence que ce travail pourrait être inclus directement via l'utilisation de la rubrique 1436.

En effet, les règles de priorité de classement définies à l'article R. 511-12 du code de l'environnement visent le classement des substances et mélanges dangereux en application de la directive Seveso, et ne s'appliquent qu'entre les rubriques explicitement visées par cet article (les rubriques 2700 à 2799, 4100 à 4699, 4700 à 4799, 4800 à 4899). Conformément au code de l'environnement, un double classement entre des rubriques 1000 et les rubriques ci-dessus est possible et permet de prendre en compte des enjeux spécifiques. En l'espèce, si un liquide compte dans le classement Seveso au titre d'une des rubriques ci-dessus, et présente par ailleurs un point éclair compris entre 60 et 93 °C, c'est le classement au titre de la rubrique 1436 qui permet de prendre en compte les risques inhérents à cette propriété.

SANOFI pourrait donc rajouter la rubrique 1436 à l'état des stocks afin d'être totalement exhaustif plutôt que de lister les PE. Ce travail doit donc continuer afin de s'assurer de l'exhaustivité des produits inclus dans le champ d'application des arrêtés du 24.09.2020 et 03.10.10.

Sur le terrain, l'application de ces textes a donc été vérifiée via les points de contrôle suivant. Il est à noter que dans la zone 409 étaient présents des GRV (fusibles) contenant des produits H225.

L'échéance concernant l'interdiction de ceux-ci en stockage couvert n'était pas encore passée, en revanche, l'exploitant SANOFI a été sensibilisé à la problématique de cette interdiction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Distance réservoir/rétention – Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Distance réservoir/rétention

Prescription contrôlée :

Article 11

La distance d'implantation d'un réservoir vis-à-vis du bord d'une rétention associée à un autre réservoir est fixée par arrêté préfectoral en considérant, pour la valeur du flux initié par l'incendie de la rétention voisine et reçu par le réservoir, une valeur maximale admissible de 12 kW/m². Cette valeur est portée à 15 kW/m² si des moyens de protection par refroidissement de la paroi exposée du réservoir, permettant de ramener le flux ressenti au niveau du réservoir à 12 kW/m², peuvent être mis en œuvre dans un délai de quinze minutes à partir du début de l'incendie dans la rétention. Ces dispositions s'appliquent de façon identique pour établir la distance d'implantation d'un réservoir vis-à-vis de toute rétention extérieure de récipients mobiles et de tout stockage couvert de récipients mobiles en considérant, pour ce dernier calcul de distances, une cellule en feu comme une rétention.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant SANOFI a présenté, pour répondre à cette prescription, la liste des cuves avec leur année de mise en service.

Il est apparu que deux cuves ont une année de mise en service postérieure à 2011.

Ces deux cuves sont les suivantes : 40612 (solution toluène) et 40005 (solvants chlorés) dont la mise en service respective date de 2012 et 2016. L'exploitant nous a précisé que ces réservoirs ont été construits à l'identique en lieu et place d'existants.

Sachant que sont non concernés les réservoirs reconstruits au même endroit qu'un ancien réservoir, dans des capacités inférieures ou égales et pour le stockage du même liquide, SANOFI n'est donc pas concerné par cette prescription de l'arrêté du 03.10.10.

Aucune non conformité n'a donc été relevée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Partage Rétention – Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Partage rétention

Prescription contrôlée :

Une rétention ne peut être affectée à la fois à des réservoirs de gaz liquéfiés et à des réservoirs de liquides inflammables. Les rétentions affectées aux réservoirs fixes ne peuvent pas être également affectées au stockage de récipients mobiles et citernes, sauf dans le cas des rétentions déportées. Des produits incompatibles ne partagent pas la même rétention.

Constats :

Lors de l'inspection, il a pu être vu que dans différentes zones du site des liquides inflammables étaient présents.

Concernant l'incompatibilité potentielle : l'inspection s'est attardée sur les réservoirs aériens de la zone 400.

Le jour de l'inspection cette zone contenait des solvants halogénés, chlorés acides et non halogénés répartis dans 13 réservoirs aériens.

L'exploitant a présenté un plan aérien de la zone 400. Sur celui-ci il est visible que les cuves 40001 à 40006 ont une rétention commune.

Afin de se prémunir d'une incompatibilité potentielle, l'exploitant a précisé que dès qu'un produit est présent sur le site, le HSE avec l'aide du service sécurité va vérifier la sécurité des procédés associée dont l'incompatibilité potentielle. Le jour de l'inspection, les différents produits stockés dans ces cuves étaient HP3. Le critère de SANOFI étant l'adéquation des phrases de risques pour justifier de la comptabilité, il apparaît que les produits présents seraient bien compatibles pour partager la même rétention.

A noter qu'il a pu être vu sur le terrain que dans la zone 406 :

- L'ensemble des réservoirs aériens disposent d'une rétention
- Aucune rétention affectée aux réservoirs fixes n'était affectée à des récipients mobiles ou à des réservoirs de gaz liquéfiés
- Aucune installation à demeure de flexibles, à des emplacements où il est possible de monter des tuyauteries rigides, n'a été vu
- Les réservoirs étaient équipés de vannes de pied de bac servant de dispositif de sectionnement. Ces vannes peuvent être actionnées via un bouton d'arrêt d'urgence à proximité de la zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pompes - Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Pompes

Prescription contrôlée :

Les pompes de transfert de liquide inflammable :

- de catégorie A, B ou C, lorsque la puissance moteur installée est supérieure à 5 kW ;
 - de catégorie D, lorsque la puissance moteur installée est supérieure à 15 kW,
- sont équipées d'une sécurité arrêtant la pompe en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.

Constats :

Afin de répondre à cette prescription, l'exploitant a présenté un fichier Excel ségrégué en onglets représentant pour chacun la zone de localisation de la pompe (comme défini au PC n°1 les réservoirs de liquides soumis au 03.10.10 se situent dans les zones 400, 402, 403 et 406).

Dans chaque onglet il est prévu le listing de chaque pompe, la cuve associée, la matière pompée, sa catégorie de liquide (A, B, C, D ou non applicable), la puissance de la pompe et si la pompe est équipée d'une sécurité. Ce fichier est encore un fichier de travail donc les informations ne sont pas encore complétées intégralement. Il apparaît cependant que la cartographie pour la zone 406 est quasi finalisée.

Par sondage l'inspection s'est attardée sur la pompe de la cuve 40609 notée MP 406 09. Cette pompe serait une pompe de transfert de liquide de catégorie B et dont la puissance est de 12kW. Il est donc nécessaire d'avoir des sécurités associées.

L'exploitant a présenté deux schémas de deux sécurités présentes sur cette pompe :

- « LSL 40609F sécurité anti marche à sec P40609 » du 01/02/2012
- « TSH P40609 sécurité pompe P40609 » du 01/02/2012

Ces sécurités représentent une sécurité de température haute (limite à 80°C) et une sécurité appelée LSL (level switch low) qui permet de détecter un débit bas.

A ce jour l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité de l'intégralité des pompes à la présente prescription. Des compléments sont donc attendus sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra sous 3 mois après réception du présent rapport finaliser le fichier listant les différentes pompes afin de justifier de la présence du système de sécurité selon la puissance installée. Ce document sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétention - Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention - Evacuation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.</p> <p>Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a pu être vu que dans différentes zones du site des liquides inflammables étaient présents. L'inspection s'est attardée sur les réservoirs aériens de la zone 406 et les rétentions de celles-ci. Afin de pouvoir évacuer les eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions, SANOFI sous traite à l'entreprise « Alpes nettoyage » le pompage des eaux qui seront transférées par la suite à la STEP en amont du traitement.</p> <p>En effet, cette entreprise qui dispose un bon de travail à l'année, intervient de manière réactive à chaque épisode pluvieux pour organiser la vidange des cuvettes. Lors de la visite terrain il a pu être constaté un fond d'eau présent (épisode pluvieux récent) dans les cuvettes des bacs de la zone 406.</p> <p>Cette action allait être corrigée dans la journée par « Alpes nettoyage » dont les camions ont pu être aperçus sur le terrain.</p> <p>Les observations menées sur site lors des inspections régulières de la DREAL tendent à montrer que la procédure en place est adaptée, et que les rétentions disposent à tout moment d'un volume libre suffisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention – Réservoirs mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III,15
Thème(s) : Risques accidentels, Partage rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Partage de rétention</p> <p>Les rétentions affectées aux récipients mobiles ne peuvent pas être également affectées aux réservoirs fixes, sauf dans le cas des rétentions déportées. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie prévus au à l'article VII-1 du présent arrêté.</p>

Constats :

Comme défini au PC n°1, deux zones avec des liquides soumis à l'arrêté du 24.09.2020 ont été listées par l'exploitant, la zone 409 en intérieur et la zone 416 en extérieur.

L'inspection s'est attardée sur la zone 409 où 4 cellules sont présentes avec leur rétention dédiée. Parmi les différentes cellules, l'inspection a regardé plus particulièrement celle des acides, où des bases avaient été stockées précédemment à l'intérieur. En effet, l'exploitant SANOFI a précisé que la cellule dédiée aux bases n'était pas assez grande pour contenir toutes les bases et donc des bases ont dû être déplacées vers la cellule des acides.

Ainsi, des produits susceptibles de pouvoir réagir dangereusement ensemble auraient pu être affectés à la même rétention.

Afin de pouvoir justifier de la maîtrise des incompatibilités, l'exploitant nous a précisé le processus associé. En effet, en cas de modification, une checklist est réalisée afin d'évaluer les différents risques. Tout cela passe par un « change control » et il est possible via le logiciel interne de suivre la gestion de ce change control.

Concernant ces bases stockées le numéro de change control était le CC-021197 datant du 31 mars 2025. Tout change control doit faire l'objet d'une validation du service HSE qui va contrôler notamment les conditions de stockage et les règles de compatibilité.

Dans le cas d'espèce, un bac de rétention dédié a été mis en place par SANOFI comme l'indique le titre de la change control « Stockage de la matière 4042000 dans le bâtiment 409 au sein du frigo acide 2A9 sur bac de rétention ».

Il a pu être noté que la date de fin prévue pour ce change control était au 31 juillet 2025 alors que la date de clôture du change control est au 31 août 2026. L'exploitant SANOFI devra mettre en cohérence ce point sachant qu'à l'heure actuelle l'exploitant a précisé que toutes les bases étaient bien dans leur cellule dédiée.

Lors de la visite terrain l'inspection a relevé les différents codes articles et numéro CAS des produits présents dans la cellule acide. Ces numéros sont les suivants :

- 938327
- 819313
- 775624
- 820097
- 819327
- 519405
- 819313
- 894454
- 819327
- 125415-23-5 (Numéro CAS)
- 4637-24-5 (Numéro CAS)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois après réception du présent rapport d'inspection, l'exploitant devra justifier du caractère acide de l'intégralité des articles/produits listés le jour de l'inspection (via le code article et le numéro CAS).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage extérieur – Réservoirs mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockages

Prescription contrôlée :

Conditions de stockage

Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m² ;
- la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes :

Surface maximale susceptible d'être en feu	Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs tout autre activité ou stockage couvert, ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie
Jusqu'à 500 m ²	10 mètres
De 500 m ² jusqu'à 750 m ²	15 mètres
De 750 m ² jusqu'à 1 000 m ²	20 mètres

Ces distances peuvent être réduites si les effets domino (seuil des effets thermiques de 8 kW/m²) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, du stockage vers tout autre îlot de stockage ou activité et de tout autre îlot de stockage ou autre activité vers le stockage. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence. Les éléments de justification, et le cas échéant, de démonstration du respect des règles en vigueur concernant le mur coupe-feu, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions ne sont pas applicables aux stockages extérieurs contenant 2 mètres cube ou moins de liquides inflammables et de liquides ou solides liquéfiables combustibles distants de plus de 10 mètres des autres stockages, ou en armoire de stockage.

<p>Constats :</p> <p>Comme défini au PC n°1, deux zones avec des liquides soumis à l'arrêté du 24.09.2020 ont été listées par l'exploitant, la zone 409 en intérieur et la zone 416 en extérieur. L'inspection a regardé pour ce point de contrôle le stockage extérieur de la zone 416.</p> <p>L'exploitant nous a précisé que les stockages étaient sur une surface de 46.5 m² (15 m par 3.1m) avec donc une nappe enflammée inférieure à 500 m².</p> <p>La conformité du stockage est attendue au 01.01.2026, sur le terrain l'inspection des installations classées a pu vérifier que d'ores et déjà la hauteur de stockage ne dépassait pas 5 mètres et que la distance entre les stockages et la clôture de la zone 416 est > à 10 mètres.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 8 : Stockage extérieur – Réservoirs mobiles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.10</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détection incendie</p> <p>Les stockages extérieurs en récipients mobiles sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockage concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telles que les surveillances anti-intrusion) et transmet une alerte dans les conditions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas aux stockages extérieurs contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, et pour lesquels l'une des conditions suivantes est respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chacun de ces stockages est distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres stockages susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable ; - ou l'exploitant justifie que les effets dominos (seuil des effets thermiques de 8 kW/m²) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, d'un stockage vers tout autre stockage susceptible d'abriter au moins un liquide inflammable, et réciproquement. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence. Dans ce cas, les éléments de justification et, le cas échéant, démonstration du respect des règles en vigueur concernant le mur coupe-feu sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>Comme défini au PC n°1, deux zones avec des liquides soumis à l'arrêté du 24.09.2020 ont été listées par l'exploitant, la zone 409 en intérieur et la zone 416 en extérieur. L'inspection a regardé pour ce point de contrôle le stockage extérieur de la zone 416.</p> <p>La zone 416 contient plus de 10 m³ de liquides (stockage au maximum de 52 GRV de 1m³), il est donc nécessaire à partir du 01.01.2026 d'avoir un système de détection obligatoire. En salle</p>
--

SANOFI a précisé qu'il était d'ores et déjà conforme sur ce point. En effet, il est présent au niveau des racks de stockage une détection incendie via un câble fusible qui fond à 68°C. A la suite de la fonte du câble, une alarme se déclenche sur place, sur le téléphone d'astreinte et l'extinction automatique se met en action. Sur le terrain, l'inspection a pu confirmer la présence du câble fusible et donc de la détection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage extérieur - Réservoirs mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Dispositions particulières pour les stockages en récipients mobiles de type contenant fusible Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles de type contenant fusible contenant au moins un liquide inflammable, ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal à la capacité totale des récipients.</p> <p>III. - Prise en compte du volume des eaux d'extinction ou lié aux intempéries Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention calculé en application du I. ou du II. du présent article est majoré pour contenir également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume des eaux d'extinction. L'exploitant prend en compte le volume nécessaire à la lutte contre l'incendie, déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté, ou une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction ; - le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme défini au PC n°1, deux zones avec des liquides soumis à l'arrêté du 24.09.2020 ont été listées par l'exploitant, la zone 409 en intérieur et la zone 416 en extérieur. L'inspection a regardé pour ce point de contrôle le stockage extérieur de la zone 416.</p> <p>En effet, cette zone a été créée en juillet 2023 et donc les volumes pris en compte pour le calcul de la rétention de celle-ci comprennent les volumes d'extinction et d'intempéries.</p>

<p>L'exploitant pour justifier le calcul a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage est au maximum de 52 GRV de 1 m3 chacun, - Le volume d'eau d'extinction représente 8l/m2/min. <p>La zone de stockage présente les dimensions suivantes : 15m de long / 3.1 m de large soit 46.5m². La note de dimensionnement de la rétention évoque une rétention de 1.3m de profondeur. Cette note de calcul présentée ne prend pas en compte les eaux pluviales, le projet initial étant à l'origine une zone couverte. L'exploitant indique que la profondeur moyenne réelle de la rétention est de de 1.338m. Considérant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la superficie de la zone de stockage : 15m/3,1m = 46,5m² • les besoins en eaux d'extinction de 8l/m²/min pendant 20' = 8*46.5*20 = 7,44m3 • la capacité totale de stockage (52 GRV de 1m3) de LI = 52m3 <p>On obtient une rétention nécessaire de 59.44m3 (52+7.44), soit une hauteur nécessaire de 1.278m (59.44/46.5). Si on rajoute les eaux de pluie, la hauteur nécessaire augmente. L'exploitant évoque un nouveau calcul aboutissant à la valeur de 1,314m en prenant en compte par convention 10l/m² de surface exposée pour le pluvial.</p> <p>L'exploitant devra fournir le détail du calcul permettant d'aboutir à la valeur cité de 1.314 m pour la hauteur de la rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois après réception du présent rapport, l'exploitant devra fournir le détail du calcul permettant d'aboutir à la valeur cité de 1.314 m pour la hauteur de la rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Stockage intérieur - Réservoirs mobiles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III. - Dispositions particulières applicables aux cellules de liquides inflammables d'une surface inférieure ou égale à 500 m2 Les dispositions des points I et II de la présente annexe ne sont pas applicables aux cellules de liquides inflammables d'une surface inférieure ou égale à 500 m2 au sein d'installations existantes. Ces cellules sont conformes aux dispositions suivantes à compter du 1er janvier 2026 : A chaque cellule est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité totale des récipients mobiles associés ; - 20% du volume des liquides stockés dans la cellule auquel s'ajoute le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie. Le volume nécessaire est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, le volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chaque stockage associé. La rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article VII.1. Un système d'extinction automatique d'incendie adapté ou d'un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée est mis en place.

[...]

Constats :

Comme défini au PC n°1, deux zones avec des liquides soumis à l'arrêté du 24.09.2020 ont été listées par l'exploitant, dont la zone 409 en intérieur.

L'inspection a regardé pour ce point de contrôle le stockage intérieur de la zone 409 et en particulier le stockage dans la cellule acide (<500m²). Le volume de la rétention associée à cette cellule n'a pas été attesté le jour de l'inspection.

Il est donc attendu que l'exploitant justifie de la surface des cellules contenant des produits soumis au 24.09.2020 au bâtiment 409 et de la conformité du volume des rétentions associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois après réception du présent rapport, l'exploitant transmettra la justification du volume des rétentions des cellules du bâtiment 409 contenant des produits soumis au 24.09.2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois